

**Marie-Christine Blandin**

# **LA RESTITUTION**

Préfaces : Hubert Reeves, Patrick Viveret



*Parce que nous sommes Homo sapiens sapiens (« homme sage »), nous avons une responsabilité particulière dans le maintien de la biodiversité. “La biodiversité à faire vivre partout” c’est une devise qui conviendrait à Marie Blandin. Elle en a eu le courage politique ; cette qualité est d’autant plus remarquable que, dans notre monde, cette vertu semble s’être raréfiée...*

Hubert Reeves  
Président d’honneur  
de HUMANITÉ ET BIODIVERSITÉ

1992 : à la surprise de toute la classe politique, de gauche comme de droite, une simple enseignante, militante écologiste, sans expérience de mandats, se retrouve à la tête d'une région de 4 millions d'habitants, le Nord-Pas-de-Calais, frappée par le chômage et la pollution.

Marie Blandin va en effet être l'improbable élue d'une coalition de la gauche et des écologistes, coalition non programmée, mais créée par l'incapacité de la droite comme de la gauche nordiste à imposer son propre candidat. À l'heure où dans la nouvelle Région des Hauts-de-France l'écologiste Karima Delli crée la surprise en conduisant à nouveau une liste associant la gauche et les écologistes face au sortant Xavier Bertrand, il est d'autant plus important de lire le livre de Marie Blandin qui revient sur son expérience aussi passionnante que difficile.

*La Restitution* nous plonge ainsi dans les coulisses du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, puis, plus tard, du Sénat. La description faussement naïve des mécanismes officiels et officieux de la décision politique n'empêche pas un regard lucide sur les embûches, les attermoissements et les pressions qui ont fait – et font – perdre un temps précieux, à l'heure où croissent les écarts de richesse et où se précise un bouleversement climatique et naturel sans précédent. Elle n'empêche pas non plus d'espérer, avec les expériences racontées, qu'on puisse faire de la politique autrement. *La Restitution* témoigne de la nécessité de donner place au citoyen, à l'habitant, à l'usager dans le pilotage des politiques publiques. Ouvrir des espaces qui permettent l'expression de cette richesse de terrain se heurte à la reproduction à l'identique des assemblées, à la pression des lobbies et au poids de certains hauts fonctionnaires. Cette plongée dans les coulisses, au travers d'expériences de démocratie participative, et de fabrication de lois, nous fait découvrir comment la distribution des responsabilités, la pression des intérêts économiques, des retards délibérés reculent sans cesse les changements attendus par la société, au risque d'un désamour grandissant pour ses élus.

Près de vingt ans plus tard et à l'heure où la menace de l'élection de la fille de Jean Marie Le Pen à la présidence de la République Française risque de provoquer une formidable régression de notre pays et de l'Europe et de son message des droits humains dans le monde, il faut d'autant plus

être capable d'organiser une grande alliance des forces de vie autour de la question : de quelle France notre monde, entré, selon les Nations unies dans une décennie critique, a-t-il besoin ? Ce n'est pas à l'évidence d'une France repliée sur elle-même, tournant le dos à l'Europe et renouant avec sa face plus sombre, celle de Vichy et du colonialisme. C'est au contraire la France porteuse de l'exigence universelle des droits humains inscrits dans l'exigence écologique de la nécessité de reconstruire une planète habitable pour les terriens.

Les forces les plus vivantes de notre société portent aujourd'hui cette capacité de réussir, au-delà même d'une simple Transition, une véritable métamorphose de nos modes d'organisation face aux défis de cette décennie critique : sur la montée de la pauvreté, sur les désordres climatiques, elle est en avance sur la représentation parlementaire. Elle innove, elle tisse des solidarités, elle produit et consomme autrement. Malgré ses doutes, elle participe encore à des élaborations collectives, comme le Grenelle de l'environnement ou la Conférence citoyenne sur le climat.

Ne pas entendre ses aspirations, ne pas mettre en œuvre ses propositions, ne pas remettre l'humain au centre des stratégies est un déni de démocratie coupable qui pourrait amplifier le discrédit de ceux qui nous gouvernent. Au total la fragilité d'une présidence improbable et l'inexpérience d'une femme écologiste se sont avérées une force pour inventer d'autres rapports au pouvoir, d'autres manières de définir des objectifs partagés, en impliquant les citoyens. Mais dans les collectivités comme au Parlement, abandonner le mythe de la croissance, s'affranchir des filières qui produisent aux dépens de la planète et de notre santé, ne se fait pas sans rencontrer des freins et des embûches. *La Restitution* nous montre les coulisses des mécanismes qui ralentissent l'émergence d'un monde heureux et responsable, sobre et lucide face au changement global qui ne fait que commencer.

Patrick Viveret  
Philosophe

Ce livre est aussi à la mémoire d'Alexandre Pierrieros, qui en avait eu l'idée. Écologiste, Vert, syndicaliste, il avait quitté le comité d'entreprise de Renault Douai pour venir travailler au cabinet. Il fumait trop. Sa gorge irritée éraillait de plus en plus sa voix. Ce n'était pas une angine. Il nous a quittés en décembre 1993.

# SOMMAIRE

## I. EN RÉGION

ÉLECTION .....	15
RHABILLÉE POUR L'HIVER .....	28
UN REGARD PAR DESSUS L'ÉPAULE .....	31
PREMIERS PAS .....	53
FAIRE DE LA POLITIQUE AUTREMENT .....	65
SAUTS D'OBSTACLES .....	85
CONVICTIONS .....	94
DROITE EXTRÊME .....	99
PREMIER AVRIL .....	109
NATURE .....	111
DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	129
CULTURE .....	137
ACIER, BÉTON : REMETTRE L'HUMAIN AU CENTRE ...	167
LES LYCÉES, L'AMIANTE, LE METP .....	187
NORD-SUD, SUD-NORD .....	195
UNE SOURIS VERTE CHEZ LES ÉLÉPHANTS ROSES ...	219
FIN DE MANDAT .....	221
FIN DE PARTIE .....	225
PRIVILÈGES .....	226

## II. ÉCHEC ET PAUSE

LES CAUSES D'UN ÉCHEC .....	229
NETTOYAGE .....	235
ASSISES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE .....	238
COMMISSION MAUROY POUR L'AVENIR DE LA DÉCENTRALISATION .....	245
SECRÉTAIRE NATIONALE ADJOINTE .....	249
CHOISIR .....	253

## III. AU SÉNAT

SÉNATRICE .....	257
LA CHAMBRE HAUTE .....	265
CULTURE SCIENTIFIQUE .....	271
OPECT .....	281
UNE RÉGION TOUJOURS VERTE ? .....	307
ENTRE PLOMB ET AMIANTE .....	313
RETOUR SUR LE CONFLIT DES INTERMITTENTS .....	325
BIODIVERSITÉ .....	332
GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT .....	339
EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS .....	355
JEAN-LUC .....	361
DROITE EXTRÊME LE RETOUR .....	365
PRISONS ET RÉTENTIONS .....	369
DROITS D'AUTEUR .....	373
2011, LE CHANGEMENT À PORTÉE DE MAIN .....	379
TROIS ANS DE PRÉSIDENTE DE LA CCEC .....	387
2013, LANCEURS D'ALERTE, PREMIÈRE LOI ÉCOLOGISTE .	407
DÉCROISSANCE POLITIQUE ET MÉDIATIQUE .....	411
2015, ANNÉE NOIRE .....	419
DERNIÈRES MIETTES ET GRAND GACHIS .....	429
SI L'HISTOIRE FINIT MAL, C'EST QUE L'HISTOIRE N'EST PAS FINIE .....	444

## PRÉAMBULE

Ce livre répond à une impérieuse envie de partager tout ce que j'ai découvert depuis 1992, année de mon élection « surprise ». Cette plongée dans le monde institutionnel de la politique a été une épreuve. Ce que j'ai appris revient de droit aux gens qui payent tout ce que mettent en œuvre les élus, qui votent pour choisir un sens à l'évolution de notre société et qui, au gré des projets réalisés, voient leurs conditions de vie s'altérer ou s'améliorer.

Comment se jouent les priorités, l'augmentation des impôts ; quelles sont les contraintes et quelle est la vraie part de pouvoir des élus, d'une Région, dans un monde où prime l'économie et dont les ressorts semblent parfois hors de portée des gens de la rue ; je veux que chacun puisse profiter de mon décryptage, sans doute naïf, mais assurément éclairé sous un angle autre que celui du politique traditionnel.

À l'heure où les médias, dans l'étau du commercial et de l'audimat, offrent des bribes de plus en plus brèves, et donc de plus en plus caricaturales des débats politiques et de la vie des institutions, je veux sinon redonner à chacun le goût de l'activité politique, au moins montrer qu'elle est à la portée de tous, que ce n'est pas sorcier, et qu'avec bon sens et travail, chacun peut exercer un mandat d'élu.

Je veux aussi partager les anecdotes, nos éclats de rire, nos conflits, nos rages et nos pleurs. En 1992, on nous a fait un cadeau inimaginable dans l'histoire des partis : le pilotage de la troisième région de France, alors que l'écologie politique était naissante, alors que nous ne pesions que 6,9 % des votes exprimés. Mais, de 1992 à 1998, on ne nous a pas fait de cadeaux.

Depuis le début de cette histoire, ma région a vu défiler 10 préfets, arriver le TGV, percer un tunnel sous la Manche, construire un hangar pour les sans-papiers, raser un hangar et chasser les sans-papiers, fermer le dernier puits de mine, arriver internet et le téléphone portable, se multiplier des inondations que l'on disait exceptionnelles, et vaciller sur ses certitudes l'industrie automobile.

Depuis 20 ans la France a découvert que l'improbable pouvait se réaliser sur son sol : tempêtes et crues meurtrières, attentats barbares dans la rédaction d'un journal et dans une salle de concert, Notre-Dame qui part en fumée, et un virus mille fois plus petit que le diamètre d'un cheveu, tuant nos proches, submergeant les hôpitaux, et paralysant la planète.

### ÉLECTION

C'est à trois heures du matin que Maurice Schumann, grand gaulliste résistant, et doyen de l'assemblée régionale, proclama à la tribune « Je déclare Madame Blandin président, ou présidente, car les deux se disent, du conseil régional Nord-Pas-de-Calais ».

Professeur de sciences en collège, du parti politique « Les Verts », jamais élue jusqu'alors, ni conseillère municipale ou maire, ni même trésorière d'une association ou d'un club, je devenais présidente de la troisième région de France, quatre millions d'habitants, 800 salariés, 113 élus, 4 milliards de francs<sup>1</sup> de budget.

Comment une grande région aux beffrois roses et rouges, tenue par de célèbres éléphants de la politique, pouvait-elle être le théâtre d'un aussi improbable événement : une Présidence verte, issue d'un parti minoritaire ? Et, accessoirement, comment me suis-je retrouvée dans l'œil de ce cyclone ?

Nous étions en avril 1992, Mitterrand présidait la France, le Premier ministre était une femme : Édith Cresson, pour encore 24 heures, puis Bérégovoy lui succéderait. Les Verts existaient depuis 1984 et s'essayaient aux élections. Leur président s'appelait Antoine Waechter, conseiller régional d'opposition en Alsace, champion du ni droite ni gauche. Les scrutins majoritaires qui rendent vainqueur absolu celui qui a la majorité – fût-elle seulement de 50,1 % des voix – et négligent l'avis des 49,9 % des électeurs déboutés ne nous laissaient bien sûr aucune chance : les mandats de maire, de conseiller général au département, de député, nous étaient inaccessibles, même si plus de 10 % de la population pensait que l'écologie était indispensable. À Lille, à Dunkerque, il y avait certes quelques élus Verts, mais leur action n'était possible qu'après une négociation de second tour avec la liste de gauche arrivée en tête. En revanche, les scrutins à la proportionnelle qui

---

1 Presque 900 millions d'euros actuels.

composent des assemblées au prorata des voix obtenues par chaque liste en concurrence amenaient des Verts en toute autonomie dans les conseils régionaux, ainsi qu'au Parlement européen où nous avons 8 députés.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, la population votait toujours majoritairement à gauche, par tradition ouvrière, et par mémoire collective d'une riche histoire militante : Jean Lebas, maire de Roubaix, Jules Guesde, député du Parti ouvrier, Roger Salengro, syndicaliste, journaliste, puis maire de Lille poussé à bout par la calomnie, et Paul Lafargue, gendre de Karl Marx et député de Lille, c'est chez nous. Le roman roubaisien de Maxence Van der Meersch, *Quand les sirènes se taisent*, la grande grève des mineurs d'Anzin en 1884, la catastrophe de Courrières du 10 mars 1906 – coup de grisou qui causa, officiellement, la mort de 1 099 mineurs de fond – *Germinal*, la fusillade du premier mai 1891 à Fourmies pour réprimer la foule qui avait pour seule audace de réclamer 8 heures de travail, 8 heures de repos, et 8 heures de loisir ; le sang de la jeune ouvrière Maria Blondeau sur le trottoir... Tout cela, c'est chez nous.

Les élus locaux socialistes et communistes étaient très présents sur le terrain, quitte à endosser le costume paternaliste des Houillères ou du patronat textile, distribuant emplois et logements à la mesure de leurs moyens très restreints. Le peuple leur en était reconnaissant. Les grands élus de gauche, Pierre Mauroy, Michel Delebarre, étaient des aménageurs, soucieux d'équiper le territoire pour l'aider à franchir le cap de la reconversion de la fin du charbon, de la sidérurgie et du textile. À Paris, les députés Kucheida, Anselin, Dolez, Hage, Wacheux ne manquaient pas une occasion de faire entendre la misère des villes du Bassin minier pour réclamer justice. D'autres, comme Daniel Percheron, utilisaient leur talent à faire et défaire les élus locaux, mais aussi la ligne du Parti socialiste en pesant de toute la force des mandats de la plus grande fédération, celle du Pas-de-Calais. Mais le chômage grimpa plus vite que n'apparaissaient les retombées de ces stratégies. Des choix nationaux de fermeture de grands pôles industriels par le gouvernement de gauche passaient très mal sur le terrain. Mitterrand était président depuis 10 ans. La droite RPR, cantonnée chez nous dans le rural, était majoritaire dans les villes, départements et régions du reste de la France. Elle attendait dans le Nord que tombe le fruit mûr, soufflant sur les braises du mécontentement.

Aux régionales de 1992, le centre droit dynamique, mené par Jean-Louis Borloo, jeune avocat, maire de Valenciennes depuis 1989, ami de Tapie, menait, sous le nom de liste « Oxygène », une campagne innovante pour conquérir la région. On murmurait que les socialistes, mesurant leur affaiblissement, avaient envisagé de construire avec lui, Jean-Louis Borloo, une alliance régionale : le deal aurait été la promotion de Borloo en tant que ministre, en échange de son soutien à Delebarre en Région. Je ne sais ce qui rompit cet élan, peut-être de bons sondages pour la gauche, toujours est-il que le projet fit long feu, et chacun retourna à des discours hostiles. Borloo avait regroupé des chefs d'entreprises, des artisans, des agriculteurs, la présidente d'une association de parents d'élèves. On appela très vite cette liste, liste « Borloo », bien qu'elle se nommât « Oxygène ». Il jouait la carte de la nouveauté sans les partis, et mena une campagne axée sur l'économie, mâtinée de bon sens, de populisme et d'écologie, jetant en pâture le standing des élus de gauche et dénonçant le « gang des R 25 » voitures de fonction prestigieuses de l'époque. Il faut dire que le président socialiste d'alors, Noël Josèphe, instituteur, enfant de la DDASS et du Bassin minier, roulait en modèle cuir blanc de prestige nommé Baccara, et laissait voir son goût des belles choses, sans que cela entame, il faut bien le reconnaître, ses convictions et ses actions de gauche. Borloo, par ses accusations populistes, faisait mouche auprès d'une population en difficulté. Il était d'autant plus à l'aise que son luxe à lui, et celui de ses amis, s'exposaient en d'autres lieux, mondains, privés et parisiens. Et il était d'autant plus revanchard que les socialistes le diabolisaient, après s'être rapprochés de lui dans une période de sondages plus incertains.

Les Verts étaient une force montante, si dérangeante que Rocard avait cru bon d'installer un pare-feu en nommant un ministre de l'Environnement issu du monde associatif, Brice Lalonde, par ailleurs ami de Borloo.

La campagne écologiste, dans notre région, avait été bien construite, forte de l'expérience des élus Verts en mairie de Lille, l'inventif Guy Hascoët, et forte de l'enthousiasme et des compétences des militants. Des talents se révélaient sur le terrain, tel Florent Lamiot, ce militant associatif passionné de nature qui nous emmena découvrir, dans une décharge près de Saint Omer, les rejets illicites d'une grande papeterie et nous révéla la richesse exceptionnelle de la faune et de la flore menacées à l'entour.

Des scandales aussi nous étaient montrés, tels ces crépitements de compteur Geiger, prouvant la radioactivité des effluents d'une friche industrielle de traitement des phosphates. Plus nous faisons campagne, plus nous appréhensions, plus nous mesurons le sinistre environnemental de nos sols, de nos canaux et de l'air que nous respirions : la santé des travailleurs et des riverains des trente « glorieuses » n'avait pas pesé lourd devant l'appétit des entreprises et la crainte de chacun de perdre son emploi. Notre livre blanc sur les politiques régionales avait de l'allure, même s'il avait irrité le pouvoir en place. Notre livre vert, propositions pour un programme régional écologiste, était un support pratique pour nos quelques meetings. Cependant, notre campagne électorale était sobre tant nous avions été échaudés par les dettes d'élections passées aux résultats inférieurs à nos prévisions.

Audacieux, nous avons proposé aux partis en place de se prononcer sur un programme d'économie d'énergie, l'abandon de deux projets d'autoroutes inutiles, des efforts pour la solidarité Nord-Sud, et l'environnement. On nous avait envoyé jouer aux billes. Le journaliste du *Monde* Jean-Louis Saux rapporte les propos d'un leader socialiste du Pas-de-Calais : « *On ne discute qu'avec des gens qui existent* ». Je me souviens d'une pauvre manifestation contre l'autoroute A1 bis, à l'occasion de l'inauguration de la petite mairie de Villers-Brûlin par le ministre et candidat Michel Delebarre. Nous étions, avec quelques militants de Nord Nature, la verte Hélène Flautre et moi, comme deux orphelines, chacune tenant une extrémité de la banderole. Un grand homme voûté en pardessus noir et chic sortit de la mairie et vint nous voir : « *Le ministre Delebarre s'étonne que vous puissiez dire du mal de lui et de la politique régionale sans jamais avoir demandé à le rencontrer, il vous prie de le rejoindre au cocktail donné dans la mairie* ». Nous n'y sommes pas entrées, craignant la photo qui tue. Quand sortit tout l'aréopage de l'inauguration, nous vîmes le candidat saluer la foule. « *Comment vous appelez-vous Madame ? Madame Dekerle ? Bonjour Madame Dekerle !* » Et les braves gens exultaient d'autant que les photographes leur laissaient l'espoir d'apparaître dans le journal. Goguenarde, Hélène me donna un coup de coude et me souffla « *Tu vois ce qui te reste à faire* ». Notre tour vint, et nous eûmes droit à la solide poignée de main, et à la phrase « *Allez ! Vous verrez qu'elle se fera cette autoroute, et tout le monde sera content, même vous* ». La suite des événements ne lui donna pas raison.

Nos listes vertes étaient prêtes, respectant à parité la place des femmes, ainsi que les sensibilités, certaines environnementalistes, d'autres plus inspirées des luttes sociales. Guy Hascoët, animateur de la Maison de la Nature et de l'Environnement, menait la liste du département du Nord, Jean Dey, visiteur médical et bon buveur de bière, celle du Pas-de-Calais. J'étais troisième sur sa liste, derrière Henri Bailleul. Si nous obtenions 5 % des suffrages, nous aurions deux élus par département, et nous serions remboursés de nos frais de campagne.

Une réunion des militants vota la rigueur : élus, nous abandonnerions si possible notre emploi, et, quelles que soient nos indemnités, elles iraient au parti qui nous reverserait 8 000 francs. Cela me faisait perdre 2 000 francs sur mon salaire de professeur, j'assumerais. Jean Dey en revanche ne pouvait voir ses revenus baisser autant, sa femme lui fit valoir les mensualités de remboursement de leur maison, et il renonça à tirer la liste. Par la suite, cette règle ne fut jamais appliquée. Au nom de la parité verte entre les têtes de liste des deux départements, on me fit monter à la première place.

Le suspens d'une éventuelle alternance à droite qui entourait l'élection amenait la presse à organiser des débats, dont nous n'étions pas exclus. L'écologie, idée neuve, attisait la curiosité. Un plateau télé m'obligea à acheter une tenue plus urbaine que mon jean et mes tennis. Que je sois vue à la télévision, et que mon visage apparaisse sur les affiches de la région n'amusa pas mes enfants. Chaque fois que possible, ils jouaient l'anonymat et s'abritaient avec confort derrière le nom de leur père, dont j'étais divorcée. À la suite d'un débat télévisé, je découvris avec surprise la convivialité entre les concurrents, y compris celui du Front national, Carl Lang. Je refusais de lui serrer la main, ce qui me renvoya aux yeux des observateurs, et des candidats, de droite comme de gauche, dans le clan des marginaux et des sectaires.

Le 22 mars, en France, le PS en chute pesait 19 %, l'UDF-RPR 31 % et les journaux notaient la montée du FN et la « percée » des écologistes. Chez nous, les électeurs votèrent un improbable conseil régional : 15 Communistes, 27 Socialistes, 8 Verts, 6 Génération Écologie, 13 Borloo, 27 UPE, 15 Front national et 2 CPNT, du parti Chasse, Pêche, Nature et Traditions. L'absence de majorité et une curieuse symétrie dans cette nouvelle assemblée laissaient ouvertes toutes les hypothèses pour la présidence. *La Voix du Nord* signalait en titre le score de 10 % de Borloo,

et sa position d'arbitre possible « *en raison du score médiocre de Michel Delebarre* ». Ce commentaire était révélateur, car Jacques Legendre, le candidat de la droite, ne devançait Delebarre que de 0,35 %.

Voilà, je devenais conseillère régionale. Le lundi, à Saint-Pol-sur-Ternoise, les professeurs de mon collège me félicitèrent, et le café du midi que je prenais régulièrement avec un conseiller d'orientation poète et trois copines, fut occupé des mille questions que nous nous posions sur ce milieu inconnu que j'allais découvrir.

Comme la future majorité s'annonçait incertaine, notre parti prenait son rôle au sérieux et avait à nouveau interpellé les autres candidats à la présidence avec 14 propositions écologistes. Là aussi, on nous envoya jouer.

Les militants Verts, au vu du mépris manifesté par tous les leaders en présence, firent un vote quasi unanime : nous ne soutiendrions aucun candidat, et symboliquement, nous présenterions un Vert à la présidence aux trois tours de l'élection. En effet, les 113 élus allaient se réunir et choisir un président en trois tours : au premier tour, chaque parti présente son préféré, on se compte. Au deuxième, se nouent des alliances, certains se retirent, on se regroupe. Si le candidat de cet assemblage atteint la majorité, soit 57 voix, il devient président. Mais si personne n'atteint cette majorité absolue – la moitié des voix plus une – au troisième tour, c'est le candidat qui a simplement le plus de voix qui gagne et devient, pour six ans, président de Région. Je proposai à Guy Hascoët d'être notre candidat, mais bien plus politique que moi, il me répondit : « *Non, fais-le, c'est facile, tu peux le faire, il ne s'agit que d'être annoncée trois fois candidate, cela durera 5 minutes, je préfère la présidence du futur groupe des élus Verts, cela demande de l'expérience et durera 6 ans* ».

La symétrie inédite de notre assemblée, 15 communistes et 15 d'extrême droite, 27 socialistes et 27 gaullistes, et 29 issus de partis neufs, n'échappa pas aux médias nationaux qui débarquèrent dans le Nord, non sans apporter leurs clichés dans leurs bagages. Lorsque les journalistes de la télévision venaient, ils voulaient des images, et ne cherchaient que des courées pour illustrer le Nord !

La presse locale publiait les visages des trois concurrents. L'un d'eux serait le président. Les questions les plus fréquentes qui nous étaient adressées explo-raient la solidité de notre résolution à ne nous désister pour personne, et

faisaient peser sur nous, Les Verts, au cas où nos voix manqueraient à gauche, la responsabilité de prendre le risque de faire « tomber » la région à droite.

Le vendredi 27 mars, l'assemblée régionale fut convoquée. J'anticipai mon absence scolaire en récupérant mes cours à l'avance et en échangeant quelques heures avec des collègues. Mon fils lycéen était à Arras à l'internat. L'autre, collégien, dormirait chez les Denduyver, amis et enseignants. Mon ami promènerait le chien, et le repassage attendrait bien encore une semaine. Nous avions rendez-vous au local, tout frais élus, premiers conseillers régionaux écologistes, prêts pour l'installation de l'assemblée. Nous étions heureux, fiers d'avoir dépassé les 5 %. C'est en métro que nous avons gagné l'imposante préfecture : avisé, Dominique Plancke avait distribué à chacun son ticket. Bien lui en prit, car place de la République, des contrôleurs vérifiaient les titres de transport. Sous les lustres à pampilles d'une autre époque, nous étions autant spectateurs qu'acteurs : nous reconnaissions les visages médiatiques que les journaux et la télévision avaient largement mis en scène : Borloo, Delebarre, Legendre, Vasseur. Les copains militants restèrent dans les rangs du public, tandis que nous nous avançons vers nos places, disséminées par ordre alphabétique. Nous étions bien habillés, silencieux, émus.

La Région ne se trouva pas de président. D'interruptions de séance en interruptions de séance, de tractations en propositions et de propositions en menaces, rien n'y fit, ni les gauches (socialistes et communistes) ni l'Union pour la France (Parti républicain, RPR, CDS) ne trouvèrent de majorité. Chez ces derniers, la quête fébrile de voix créait des tensions centrifuges : les uns évoquant l'alliance avec Borloo, les autres se disant prêts à un compromis de transition avec le FN. Les Verts, isolés et mandatés pour le rester par les militants, n'avaient plus rien à négocier. « *Ne soyez pas responsables du départ du PS* », nous disait-on... Mais notre programme minimaliste de concertation avait été jeté aux orties. « *Rejoignez Borloo, l'homme neuf* », nous disaient ses amis, mais son groupe ressemblait beaucoup à ces gens qui disent ne pas faire de politique, et votent toujours à droite. La réunion des 113 fut suspendue en raison du manque de quorum, volontairement causé par le départ des communistes et des socialistes.

Le dimanche 29 mars, événement inédit et douloureux pour la gauche, le conseil général du Nord passait à droite avec 41 sièges sur 79.

Le lundi 30 mars, les 113 se retrouvèrent, encore plus crispés, encore plus sous le feu des médias nationaux avides de retransmettre cet ultime arbitrage,

19 sur 21 des autres Régions venant d'élire des présidents de droite. Le RPR Rufenacht en Haute-Normandie raffait la Région à Laurent Fabius, avec les voix du Front national.

Entre les nouvelles et interminables interruptions de séance, la pression sur Les Verts, de la part des socialistes, montait : les élus nous culpabilisaient, les salariés aussi, pour la plupart militants, tout à leur inquiétude de voir débarquer l'appareil RPR à la tête de la région. Il faut dire que Jacques Donnay, le nouveau président du département, n'avait pas tardé à se trouver flanqué d'un directeur de cabinet, tout droit venu de chez Chirac, alors maire de Paris. Il y avait dans notre assemblée d'autres écologistes, ceux de Génération Écologie. Cofondateur de ce parti avec Jean-Louis Borloo, Brice Lalonde avait été promu ministre de l'Environnement par Michel Rocard, puis par Édith Cresson. Les deux élus Génération Écologie du Pas-de-Calais avaient le cœur à gauche : l'un d'eux était fils du maire socialiste de Loos en Gohelle. Leurs collègues du Nord étaient très proches de Borloo, et nous invitaient à le rejoindre dans un pôle centriste, mais là aussi, le compte n'y était pas. De plus, le discours entrepreneurial de ce groupe ne reflétait aucune de nos priorités. Bien sûr, nous savions que les centrales nucléaires et les autoroutes sont aussi chéries par la droite que par la gauche, mais la lecture de Jaurès nous avait fait battre le cœur, alors que Thiers et Pasqua et leurs politiques liberticides nous faisaient froid dans le dos.

À 17 heures eut lieu le premier tour : chacun se compta et mesura à nouveau son impuissance. Je rassemblais alors les 14 voix des écologistes. Il y avait bien la solution utopique qu'Hascoët avait dessinée en plaisantant (à moitié ?) sur une nappe de la crêperie l'Équinoxe d'Arras devant des journalistes du *Monde* et de *Libération* : une présidence verte soutenue par les élus de gauche, cela avait égayé le dessert, sans plus.

Dans cette seconde nuit des impasses, le ton était tout autre et les portes claquaient. Ce que nous ne savions pas, c'est que les élus du Pas-de-Calais, et en particulier leur leader, le machiavélique socialiste Daniel Percheron, imaginaient ce même scénario improbable, et de toutes leurs forces essayaient de contraindre leur collègue candidat du Nord, Michel Delebarre à céder. En fin d'après-midi, les socialistes Umberto Battist et Michel Delebarre nous firent appeler : le PS voulait nous rencontrer. Nous savions les pressions qui nous attendaient, les accusations difficiles à entendre. C'était une rencontre inconfortable de plus, parce que masculine et sans issue. Umberto Battist, socialiste, parlait avec paternalisme et faisait

appel au bon sens, il ne s'adressait qu'à Guy Hascoët et Dominique Plancke, notre représentant des Verts. Bien qu'assise juste en face de lui, je n'eus droit ni à une parole, ni à un regard. Les choses graves se règlent entre hommes. Je ne sais pas si mon insignifiance reposait sur mon statut d'inconnue ou de femme, mais les quelques tentatives d'expression que je tentai furent pour lui inaudibles et n'arrêtèrent pas ses grands gestes et sa forte respiration. C'est donc en spectatrice que je vis mes amis réaffirmer que nous n'avions rien à proposer, que je découvris aussi comment les « éléphants » peuvent devenir féroces quand la victoire leur échappe. À la sortie de cette pénible entrevue, il fallut en plus repousser les démarches de Génération Écologie, porteuse des comptes d'apothicaires de Borloo : ses 13 membres, les 6 Génération Écologie, les 8 Verts, 2 chasseurs... Cela faisait 29, plus que les socialistes, plus que l'UPF ! Oui, mais cela ne faisait aucune cohérence politique. Tant pis, Génération Écologie nous quitta et s'engagea derrière Borloo.

À la reprise de séance, avant 19 heures, le Front national annonça son désistement en faveur de Legendre, « *Nous allons vous sauver malgré vous* ». Au second tour, il usa de son pouvoir de nuisance, et répartit ses voix : 12 chez Legendre, 3 chez Borloo. Le candidat Legendre et ses amis gaullistes sauvèrent leur honneur et refusèrent de comptabiliser ces voix ; Legendre envisagea même de soutenir Borloo. Borloo vit là une opportunité, et fit savoir dans les couloirs qu'il ne serait peut-être pas si regardant sur quelques voix dont on ignorait la provenance. Pasquini, journaliste à *Charlie Hebdo* rapporte d'ailleurs qu'un an plus tard, dans une interview accordée à *Minute*, Borloo répondit à propos des alliances éventuelles avec Le Pen : « (...) *Personnellement, j'ai des rapports corrects avec les gens du FN de ma région, et je ne serais pas contre* ».

Vasseur, jeune député républicain, cria à la droite la plus bête du monde.

Pendant ce temps, à l'extérieur de la préfecture, nos amis Verts étaient l'objet de toutes les pressions des salariés militants socialistes du conseil régional, qui les accusaient de faire le jeu de la droite.

Minuit passé, Maurice Schuman, malgré ses 80 ans, tient bon la barre et préside l'assemblée régionale pour la faire accoucher d'une solution. Les rédactions nationales ayant épuisé les résultats des élections dans les autres conseils régionaux mettent la pression sur leurs correspondants locaux dans le Nord. Nouvelle interruption de séance, cette fois-ci, c'est dans une petite

salle luxueuse que les socialistes veulent nous voir, et il y a en plus le président de la puissante fédération du Pas-de-Calais, Daniel Percheron. Je vois Dominique Plancke au bout de la table, ou plutôt son reflet dans le miroir de la préfecture : il n'a rien de plus à dire, il regarde tantôt ses mains croisées, tantôt le plafond. Guy Hascoët transpire et s'agite. Christine Soudan, verte environnementaliste, affiche une mine crispée pour bien montrer que les concessions ne sont pas à l'ordre du jour. Moi, je donnerais beaucoup pour retourner devant mes élèves. Ce n'est pas de cette façon que je me voyais sauver la planète ! Michel Delebarre brandit le programme vert minimal et dit avec gravité et énergie : « *C'est oui* ». Je m'apprête à dire le manque de fiabilité de cette démarche tardive, quand j'entends la fin de la phrase « *... et on vote Blandin* ». Bourdonnement dans les oreilles... Hascoët, au fait de l'arithmétique politique, oppose la fragilité de cet attelage, qui somme toute ne pèse que 35 voix. Quelqu'un ouvre alors la porte de la petite salle, le leader communiste Bocquet entre pour annoncer que son groupe votera aussi pour nous. Cela fait 50 voix. Je suis là et ailleurs, avec eux et très loin, je les entends argumenter et questionner, mais je devine l'irréversibilité du bouleversement, la folle responsabilité qui nous attend, le tourbillon qui va m'aspérer dont je perçois déjà le grondement derrière la porte, ce tourbillon qui va m'arracher à mon quotidien, me propulser dans un monde qui n'est pas le mien, et tout cela pour une issue incertaine. L'adrénaline qui coule dans mon sang me tord le ventre et fait battre mes tempes, mais me permet d'afficher du calme. Du bouillonnement interne, ne transparaît qu'un pâle sourire. Vertige et coton dans les oreilles. Toute reculade aurait été irresponsable. Toute acceptation périlleuse. Nous avons choisi le péril.

La nouvelle fusa comme une traînée de poudre dans les couloirs. Plus d'un leader national de parti avait dû être réveillé pour participer à l'arbitrage. Les journalistes couraient en tous sens. Le visage de Guy Hascoët était illuminé de bonheur et de malice. Les conséquences immédiates et futures de notre choix défilaient dans ma tête : conséquences personnelles, pour mes enfants, pour mon métier ; conséquences politiques : sauver une région de gauche, oui, mais la « verdir » ne serait pas simple : nos ennemis étaient furieux ; nos partenaires aussi, même s'ils ne le montraient pas. Assis à sa place dans l'assemblée, Legendre, le candidat de droite, tenait bon. Malgré un accord écrit, qu'il avait signé la mort dans l'âme en faveur de Borloo, ce dernier retira sa candidature en apprenant que Delebarre avait une autre solution. Legendre allait découvrir avec surprise et indignation qu'au troisième tour, Borloo ne

se présenterait pas, mais ne lui apporterait pas son soutien. Borloo qui avait rêvé d'un autre montage montrait aux caméras un pouce renversé en signe de défaite. Il « *avait déjà une fesse dans le fauteuil* » écrivit un journaliste sans aménité.

Je regagnai ma place, dans cette grande salle de la préfecture que nous prêtait le représentant de l'État, la Région n'ayant pas d'hémicycle : se concentrer, rassembler toute ses forces et son sang-froid, ne pas paraître déstabilisée, assumer, anticiper l'instant qui suit, sourire un peu, car il y a des photographes, imaginer ce que l'on va dire, écrire trois mots pour ne pas oublier, repérer le chemin pour monter à la tribune sans trébucher, souffler pour ne pas être toute rouge, penser qu'on ne rentrera peut-être pas ce soir à la maison, que les enfants sont casés, que mon ami doit dormir, que mes élèves vont m'attendre demain, qu'il reste une tonne de repassage que je pensais faire après la campagne, revenir aux mots à prononcer, s'interroger sur la suite de la séance nocturne, sourire, mais pas trop, décroiser les jambes, cesser d'enlever et de remettre ma bague.

Maurice Schumann fit asseoir une dernière fois tout ce petit monde effervescent. Mon voisin de gauche, cheminot communiste fourmisien, tout sourire, me dit avec complicité qu'il pensait qu'une solution avait été trouvée. Maurice Schuman appela pour la dernière fois les groupes à dire leur candidat. Hascoët présenta pour la troisième fois ma candidature. Comme prévu, les groupes socialistes et communistes m'apportèrent leur soutien. À 3 heures 24 dans la nuit, le décompte tomba : 52 voix pour moi, 42 pour la droite. 52, cela voulait dire que les deux écologistes lalondiens du Pas-de-Calais s'étaient exprimés pour la gauche. Quatre voix « écologistes » nous manquaient, celles des amis nordistes de Lalonde qui avaient préféré suivre Borloo. À ce moment Lalonde était encore ministre du gouvernement de gauche ! Maurice Schumann, académicien, fit cette nuit-là un cadeau aux féministes quand il proclama les résultats, car il conclut « *Et je déclare Marie-Christine Blandin président ou présidente du conseil régional, car les deux se disent* ». Je choisis présidente. Les applaudissements de la « majorité » couvrirent les murmures de la droite dépitée.

Je devenais première présidente Verte d'une Région, à 39 ans, et femme en plus, ce qui ne s'était jamais vu dans l'Hexagone. Les larmes aux yeux, Hascoët cogna du poing la colonne de pierre de la préfecture. Émotion du

triomphe vert ? Émotion de ne pas être à la place qui lui revenait ? Ou geste du parieur gagnant qui, une semaine plus tôt, dessinait aux journalistes sur un coin de table l'équation gagnante ? Mon voisin d'assemblée, le cheminot Alain Bertaux, qui m'expliquait quelques heures auparavant le fonctionnement de mon micro, devenait célèbre en passant sur toutes les images des télévisions et des journaux, grâce aux seules vertus du placement par ordre alphabétique. Dans la rue, à quatre heures du matin des militants Verts et des salariés socialistes tenaces applaudissaient ensemble.

Les jambes en coton, je montai à la tribune pour prononcer quelques mots avant de suspendre la séance.

« *Nous avons l'intention de réaliser ce qu'ont souhaité les électeurs, un changement dans la vie de tous les jours, et nous voulons montrer aussi que la proportionnelle, c'est viable* ». Je remerciai bien sûr, je voulais rassurer aussi, nous étions modestes, nous allions nous nourrir de l'expérience et du savoir-faire de tous. Mais l'état de certains territoires où le chômage atteignait 35 % ou ceux dont l'eau, dite potable, contenait des taux de nitrates au-delà des limites de potabilité, comme à Lens, justifiaient, leur dis-je, que l'on procède autrement. C'en était fait, je venais de me faire, sans intention de ma part, un solide ennemi, le maire de la ville citée. Il se vengerait plus tard.

Je descendis de la tribune, mais ne pus me soustraire aux questions des journalistes que le suspens avait attirés. Pour leur répondre, le travail militant sur notre livre vert me fut précieux. Aux micros qui se tendaient, je pouvais parler d'emplois dans la maîtrise de l'énergie, dans la requalification des friches et paysages, de développement plus responsable.

Moi qui fuyais les photographies, même familiales, j'étais prisonnière d'un mur d'objectifs et de flashes. Lorsque je pus m'échapper par une brèche, un officier de police me proposa un garde du corps que je refusai. Alain Trédez, solide Flamand environnementaliste et second de la liste du Nord, leur lança « *C'est moi le garde du corps !* » et, après un trajet chaotique dans la vieille Lada de Jojo, militant roubaisien, je me réfugiai pour la nuit chez Maryse, une copine lilloise, elle aussi élue, qui réveilla son ami interloqué par un tonitruant : « *On a une présidente qui vient passer la nuit dans l'appart !* ».

À sept heures, alors que personne n'était censé me savoir là, le téléphone sonna, c'était Europe 1. Sans doute Dominique Plancke avait-il commis une

des indiscretions qui lui assuraient de bons rapports avec la presse. Pendant le direct, on me fit entendre la voix aigre de notre secrétaire national alsacien, Antoine Waechter : « *Je suis très sceptique, la mariée est trop belle* ». Ce peu d'enthousiasme ne m'étonna pas de la part d'un partisan du ni droite ni gauche, dont les austères valeurs alsaciennes généraient une grande aversion pour la politique, surtout celle des disciples de Jaurès.

Qu'importe, nous avons du travail, et il fallait s'y mettre avec méthode et enthousiasme.

Une heure plus tard, je découvrais la une du journal local, *La Voix du Nord*. La rédaction avait réveillé en pleine nuit nombre de décideurs de la région pour leur faire dire tout le mal qu'ils pensaient de mon élection.

En lettres énormes, vraiment énormes s'étalait le titre du quotidien : « *EST-CE BIEN RAISONNABLE ?* ». Cette ligne éditoriale défiante et hostile allait m'accompagner longtemps.

Je téléphonai à mes parents. Ils me dirent leur gêne et leur inquiétude de ce qu'allaient penser leurs voisins.